

Les grandes dates de l'histoire de la CGT

Chronologie

■ Par Jérôme Beauvisage et David Chaurand, IHS CGT

1895

A la fin du XIX^e siècle, le processus de concentration des formes syndicales s'accélère avec la création de la Fédération nationale des syndicats (1886) et celle de la Fédération des bourses du travail (1892). Ces deux conceptions du syndicalisme se rejoignent en 1895 au Congrès de Limoges. 28 fédérations d'industries et de métiers, 18 Bourses du Travail et 126 syndicats autonomes signent l'acte de naissance de la CGT avec pour ligne d'action « *d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale* ».

1902

Jusqu'en 1902, la CGT en tant que confédération n'a que très peu de substance. Le Congrès de Montpellier adopte une profonde réorganisation interne. La CGT s'affirme désormais comme l'ensemble articulé des fédérations du champ professionnel et des unions territoriales.

1906

La grève générale, organisée le 1^{er} mai en faveur de la journée de huit heures, donne le signal de l'extension des luttes. Au congrès d'Amiens, un besoin de clarification s'exprime et pousse la CGT à réaffirmer son identité en défendant un syndicalisme de lutte, indépendant et à vocation révolutionnaire.

1909

La CGT enregistre avec satisfaction la croissance de ses effectifs et l'extension de son réseau. L'orientation générale est pourtant critiquée. Cette crise de croissance porte Léon Jouhaux à la direction de la CGT et le 5 octobre, paraît le premier numéro de *La Vie ouvrière*.

1914

Les orientations antimilitaristes et antipatriotiques de la CGT se heurtent à la puissante vague chauvine qui envahit le pays. Les actions concrètes menées contre le danger de guerre ne mobilisent guère les foules. Le 1^{er} août, les principaux leaders syndicaux rallient l'Union sacrée.

1915-1917

La CGT, bien qu'affaiblie, s'adapte aux nouvelles conditions nées de la mise en place de l'économie de guerre. Néanmoins, une petite minorité d'internationalistes

se dresse contre la guerre. L'année 1917 connaît une poussée gréviste exceptionnelle sur fond de révolution en Russie.

- 1918-1922** Au sortir de la guerre, la direction confédérale assume son réformisme et la politique de présence, alors que de son côté, la minorité se place dans le sillage ouvert par la révolution russe. Le processus scissionniste est à l'œuvre. A compter de 1922, coexistent deux centrales : la CGT (dite confédérée) et la CGTU (unitaire).
- 1934** Crise économique et scandales politiques alimentent la colère populaire et les ligues d'extrême droite. Le soir du 6 février 1934, la République semble un instant vaciller. Face au danger fasciste, la CGT, rejoints par la SFIO et la CGTU, appelle à une grève générale de 24 heures le lundi 12 février.
- 1935-1936** Les manifestations unitaires du 14 juillet 1935 scellent la réconciliation de la classe ouvrière toute entière avec la République. Elles ouvrent la voie au Rassemblement populaire qui cimente les gauches dans une perspective électorale.
- 1936** L'unité de la CGT se réalise au congrès de Toulouse en mars 1936. L'ampleur des défilés du 1^{er} mai préfigure déjà la victoire électorale du Front populaire. La poussée gréviste, la ruée syndicale et les accords Matignon sont une *victoire sur la misère*.
- 1939** La dislocation du Front populaire en 1938 et les tensions internationales croissantes exacerbent les conflits au sein de la CGT. La signature du traité de non-agression germano-soviétique ouvre une crise profonde. Les unitaires sont exclus, leurs syndicats dissous.
- 1943** La scission de la CGT se résorbe dans les circonstances singulières de la Résistance et de la clandestinité avec l'accord conclu au Perreux en 1943. La CGT réunifiée donne ainsi une impulsion décisive à la mise en place, le 27 mai 1943, du Conseil national de la Résistance. Celui-ci s'engage alors dans l'élaboration d'une Charte de la Résistance qui prendra la forme d'un programme intitulé « Les Jours Heureux ».
- 1944** Durant l'été 1944, la CGT et la classe ouvrière se portent aux avant-postes des combats. Au terme d'une dure semaine de batailles, Paris est libéré le 25 août par les forces populaires.
- 1945-1946** La CGT réunifiée compte dorénavant cinq millions d'adhérents. La poussée progressiste de l'après-guerre permet des avancées sociales et économiques majeures (nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprises, statuts des personnels...).

- 1947** Les luttes de 1947 et le déclenchement de la Guerre froide rendent irréparables les rivalités entre tendances. La scission du courant organisé autour du journal *Force ouvrière* brise à nouveau l'unité de la CGT comme est brisée d'ailleurs l'unité syndicale internationale un moment réalisée dans la Fédération syndicale mondiale.
- 1948-1953** La Guerre froide atteint son acmé au tournant des années 1950, la répression s'abat sur la CGT. En s'attaquant aux retraites des fonctionnaires, Joseph Laniel provoque un conflit social majeur qui rassemble à son apogée près de quatre millions de grévistes.
- 1954** Les années 1950 sont marquées par les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Dès 1954, la CGT justifie le droit à l'insurrection du peuple algérien et prend des positions en faveur de la paix et de l'indépendance algérienne.
- 1955-1958** La CGT bataille pour les salaires, contre l'augmentation des cadences et du temps de travail. Malgré la scission, elle progresse en syndicalisation. Sur le plan politique, elle dénonce l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958.
- 1962** L'indépendance de l'Algérie s'installe comme un horizon inéluctable. L'OAS sème la terreur. Le 8 février, une manifestation organisée pour dénoncer le fascisme et réclamer la paix, tourne au drame au métro Charonne. Victime d'une répression aveugle, l'assassinat de neufs militants de la CGT soulève une émotion considérable.
- 1963** Avec la grève des mineurs de 1963, la lutte revendicative revient au premier plan et débouche sur de substantiels résultats salariaux. Désormais, le pouvoir gaulliste est conscient que les efforts de la modernisation ne pourront se faire sans assurer à chacun la part qui lui revient du progrès général.
- 1966-1968** En janvier 1966, la CGT brise son isolement en concluant un accord d'unité d'action avec la CFDT qui débouche sur un essor important des grèves dont le point d'orgue est constitué par la puissante grève généralisée de mai-juin 1968. Malgré d'appréciables résultats revendicatifs, les espérances d'un changement politique ne se concrétisent pas.
- 1972-1978** La signature, en juin 1972, du Programme commun de gouvernement entre le PCF et le PS et les radicaux de gauche est saluée par la CGT. Son échec en 1977 ouvre à la CGT une période d'intenses réflexions sur son fonctionnement interne qui culmine lors du 40^e Congrès.
- 1982** La victoire de François Mitterrand, en 1981, ouvre une brève période de progrès social. Mais très vite, les logiques de transformation sociale cèdent la place à une rigueur nourrie de « réalisme économique ». Dès lors, la CGT engage une lutte opiniâtre contre les nouveaux visages de l'exploitation.

1995

Les années 1980 connaissent une importante désyndicalisation. Le libéralisme triomphe et les luttes reculent. Mais la CGT résiste et trouve la force du rebond. L'année 1995 est marquée par un mouvement social d'ampleur et victorieux contre la réforme Juppé qui concerne les régimes particuliers de retraite. Une nouvelle période commence alors.